

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES : PANORAMA OPÉRATIONNEL DES DERNIERS TEXTES

Objectifs pédagogiques et opérationnels

S'approprier les mesures issues des lois récentes en matière environnementale et celles concernant la lutte contre l'habitat dégradé qui impactent durablement le droit immobilier et les professionnels de ce secteur

Pré requis

Aucun

Public

Directeurs de cabinets/agences immobilières
Gestionnaires et leurs collaborateurs (syndic et gestion locative)
Négociateurs et leurs équipes
Juristes en droit immobilier

Suivi et validation

Questions orales ou écrites (QCM)
Évaluation de la formation
Rapport de connexion

Méthodes pédagogiques et moyens techniques

Présentation des mesures et décryptage opérationnel
Questions / réponses
Projection du support de formation
Assistance technique à la connexion et à l'utilisation de l'outil de visioconférence

Durée – Modalités

3h30
Présentiel ou distanciel synchrone
(classe virtuelle)

PROGRAMME DÉTAILLÉ

1. LES IMPACTS SUR LA GESTION DE COPROPRIÉTÉ

Le nouveau diagnostic structurel
Le nouvel emprunt collectif
L'effectivité du plan pluriannuel de travaux
Les incidences sur le montant des fonds de travaux et sur les cotisations conséquemment dues aux caisses de garantie
L'emprunt collectif du syndicat des copropriétaires
Les conventions de fourniture électrique à destination des bornes de rechargement
La généralisation du DPE des immeubles collectifs d'habitation (monopropriété ou copropriété, chauffage individuel ou collectif)

2. LES IMPACTS SUR LES RAPPORTS LOCATIFS HABITATION – LOI DU 6 JUILLET 1989

Refus du contrat type : nouvelles sanctions pour le bailleur
L'évolution de la notion de logement décent
Le nouveau DPE
L'impossibilité d'augmenter les loyers des logements économes
L'État des Risques et Pollution (ERP) modifié
La faculté pour le locataire d'effectuer des travaux d'économie d'énergie
Un élargissement des conditions relatives à l'octroi du « permis de louer »

Introduction d'un motif de congé nouveau par le bailleur pour cause de travaux de rénovation énergétique

Le droit à la borne de recharge de véhicule électrique pour le locataire

3. LES IMPACTS SUR LES OPERATION DE TRANSACTION

L'effectivité du carnet informatif du logement

Introduction d'un audit énergétique pour certaines transactions

Les nouvelles informations à porter dans les annonces immobilières et à transmettre aux acquéreurs

4. POINT FOCUS SUR D'AUTRE MESURES ANNEXES IMPACTANT L'IMMOBILIER

La Loi Le Meur et la création d'une servitude de résidence principale

La Loi Daubié qui encourage la transition bureaux-logement

Formation éligible au renouvellement de la carte des professionnels de l'immobilier conformément au décret n°2016-173 du 17/02/2016